



comme
@ demain

*par Bernard Cerquiglini, Jean-Marie Klinkenberg
et Jean-Claude Corbeil*

Parlé ou appris par des centaines de millions d'êtres humains, dont le nombre absolu a cru de plus de 70 % sur les trente dernières années, le français semble avoir un avenir assuré. Mais abandonné par un pourcentage d'êtres humains qui croit chaque année, le français semble avoir un avenir compromis.

Alors : sombres perspectives ou lendemains radieux ?

Si personne ne peut le prophétiser, à l'aube du III^e millénaire, au moins peut-on affirmer que cet avenir sera ce que la francophonie internationale voudra en faire.

La francophonie contre l'hégémonie

Mais qu'est-ce au juste que la francophonie ?

Ce mot a au moins deux sens. Un sens officiel et un sens « non officiel ». Tout d'abord, dans la première perspective, c'est l'ensemble des États qui déclarent « avoir le français en partage » et qui se rassemblent lors des sommets de la francophonie, pour discuter de problèmes économiques ou de problèmes sociaux. Mais pour pas mal de monde, le mot désigne l'ensemble des personnes qui, de

par le monde, utilisent réellement le français, soit parce que c'est leur langue maternelle soit parce que c'est leur langue seconde, la langue officielle de leur pays ou une langue qu'elles ont apprise par plaisir ou par intérêt.

L'ambiguïté de la francophonie provient du fait que ces deux sens n'ont presque rien à voir ensemble : il y a en effet dans la francophonie officielle un grand nombre d'États où le français est beaucoup moins parlé que d'autres langues, et, contrairement à ce que l'on croit généralement, cette francophonie officielle ne s'occupe guère de la langue française, dont on déclare pourtant qu'elle constitue son assise.

On est donc fondé à poser la question suivante : la francophonie, pourquoi faire ? Ou, plus précisément : que pouvons-nous faire ensemble que nous faisons mieux ensemble ? que pouvons-nous faire ensemble que nous ne pouvons pas faire seul, ou avec d'autres que des francophones ? Car s'il ne s'agit que de faire du commerce, on peut parfaitement le faire en anglais (et il n'est d'ailleurs pas absurde de s'imaginer un sommet de la francophonie où les débats auraient lieu en anglais ! C'est peut-être ce qui arrivera si la francophonie officielle continue à s'étendre, sans se soucier des langues réellement pratiquées au sein des États qui la composent...). S'agissant de défendre le développement ou la démocratie, on voit mal par quelle prétention le français pourrait avoir le monopole de ces vertus. Défendre le développement ou la démocratie, cela peut parfaitement se faire en anglais, en allemand ou en arabe. Et par ailleurs, un État francophone seul – la France par exemple – peut parfaitement se lancer dans la défense du développement et de la démocratie, indépendamment de sa langue.

La francophonie court donc le danger de ne pas parvenir à se définir elle-même. Et il ne faut pas se leurrer : nombre de décideurs sont actuellement vis-à-vis d'elle dans la position où nombre de curés l'étaient vis-à-vis de la religion au XVIII^e siècle ; ils continuent à dire les offices et à

administrer les sacrements, mais sans y croire. Les grands messes francophones se succèdent donc, avec leur flots de lait sucré au miel, leur buffets de guimauve et de moelle de sureau. Mais les officiants eux-mêmes ont cessé d'y prêter foi. Danger donc : il arrivera bien un moment où un enfant criera que le roi est nu et où quelqu'un sifflera la fin de la récréation. À ce moment, tous diront « je n'y ai jamais cru ». Et si d'aventure un bébé bien formé devait avoir été conçu dans le sérail francophone, il s'en ira par la bonde, avec l'eau douteuse du bain.

Si de tels bébés existent, il s'agit de leur donner une chance de vie. Et donc de donner à chacun de bonnes raisons d'investir encore dans cette francophonie, de définir le noyau dur de choses que nous, francophones, pouvons mieux faire ensemble, grâce au français.

Ce noyau dur se réduit sans doute à pas grand-chose, car de par le monde, les Francophones sont loin d'avoir tous les mêmes préoccupations concernant la langue française. Il en est en effet qui l'ont pour langue maternelle et ont la chance de pouvoir faire tout, ou presque, dans cette langue ; d'autres l'ont pour langue maternelle mais doivent se battre pour qu'elle soit autre chose que la langue de la maison ; d'autres encore l'ont momentanément choisie parce qu'elle est intéressante pour eux, mais pourraient s'en détacher si cet intérêt venait à baisser ou si le français devait devenir moins rentable ; d'autres enfin à qui elle s'est douloureusement imposée et qui rêvent peut-être de s'en débarrasser.

Que peuvent-ils faire ensemble, tous ces francophones ? Une seule chose. Une seule, mais immense : combattre l'uniformisation du monde.

Car dans l'histoire de l'humanité, jamais les rapports économiques n'ont atteint la fréquence et la puissance qu'ils ont en cette fin de siècle. La compétition entre langues n'a donc jamais été si intense et si inégale, une seule langue s'arrogeant toutes les fonctions de prestige et de pouvoir. De nombreuses langues sont donc menacées de

disparition. Dans le passé, des langues sont mortes faute de s'être donné une écriture ; d'autres, ensuite, sont mortes parce qu'elles n'ont pas été imprimées. Bientôt, d'autres langues mourront, parce qu'elles auront été exclues de secteurs d'activités importants pour la vie, présente et future, des collectivités : le développement technologique, l'économie, la recherche. Elles mourront, ou au mieux deviendront, au sein d'un monde à deux vitesses, des langues minoritaires, voire folkloriques.

Cette marche vers l'uniformité est sans nul doute une catastrophe. Car si au point de vue biologique la diversité est synonymie de vie, la chose est peut-être plus vraie encore au point de vue culturel. Et si la disparition d'une espèce animale est vécue comme une perte irrémédiable, l'humanité déplorera plus encore la perte d'une langue, puisque chaque langue est à elle seule une connaissance globale et une appropriation du monde.

La tâche première de la francophonie est donc là : faire contrepoids à la massification mondiale, à l'hégémonie mortifère.

Ainsi, ce n'est pas seulement parce que la langue française est la nôtre qu'elle mérite tous les soins dont nous voulons l'entourer, ou parce qu'elle serait, par une essence mystérieuse, la langue de la liberté. C'est parce qu'elle est dans une position conjoncturelle qui lui permet de l'être. En effet, elle présente ces deux caractéristiques importantes : d'une part, elle permet l'expression de la modernité et d'autre part – assez forte pour être fédératrice, et assez faible pour ne pas être universellement dominatrice –, elle occupe une position tactique qui lui permet de mener le combat contre l'uniformisation du monde. Ce n'est pas seulement parce qu'elle constitue le dénominateur commun de la francophonie, car ce dénominateur n'est pas aussi commun que le disent les béni-oui-oui, c'est aussi parce qu'elle permet à maints francophones de s'épanouir, et à maints créateurs de se réaliser pleinement.

Une langue plurielle dans un monde massifié

Si le français doit aujourd'hui être le garant de la diversité, dans un monde menacé de laminage culturel, il doit, pour jouer pleinement ce rôle, se garder de certaines de ses traditions et résoudre certaines de ses contradictions.

Se garder de ses traditions, ou plutôt d'une de ses traditions qui ne le désignent pas particulièrement pour jouer le rôle de langue de la différence : le centralisme. Car si les francophones doivent faire entendre la voix toute proche de la différence, la chose peut être malaisée dans une culture qui offre l'exemple, sans doute le plus poussé qui soit, d'homogénéisation linguistique (au point que l'on confond parfois « le » français avec ce qui n'en est après tout qu'une de ses nombreuses variantes : celui que l'on parle dans certains milieux, au bord de la Seine, ou que l'on préconise sous la Coupole).

Il faut aussi sortir de la contradiction dans laquelle s'enferme parfois le francophone : réclamant pour lui l'exception culturelle, il se comporte avec d'autres comme l'impérialiste qu'il prétend combattre, convaincu qu'impérialiste il ne saurait l'être, et que sa langue est pour toujours celle de la république des hommes. Mais ce qu'il exige, face à l'anglais, ne doit-il pas l'offrir aux autres ? Par exemple en aidant les langues africaines à dire la modernité ? Par exemple en admettant que, dans les pays francophones, se parlent d'autres langues qui méritent aussi de vivre pour exprimer la vie ?

Prendre la francophonie au sérieux – c'est-à-dire reconnaître que le français est la pleine propriété de tous les hommes et de toutes les femmes qui l'ont reçu, librement choisi ou à qui il s'est imposé –, c'est admettre ou découvrir que français est pluriel.

Pluriel, il l'est d'abord par ses formes. Comment en irait-il autrement, puisqu'une langue est une constellation de ressources linguistiques, répondant à des besoins distincts, et mises en œuvre dans des stratégies très diffé-

renciées ? Pour le prouver, les accents du Québec, du Maghreb, du Sénégal et du Congo, se font entendre quotidiennement dans cet espace francophone, et peut-être les francophones eux-mêmes apprennent-ils à les entendre. Mais pluriel, le français l'est surtout par les situations qu'il permet d'exprimer. Les déchirements des Congolais, l'américanité des Québécois, le caractère cosmopolite des Libanais, la variété des Sénégalais, la bonne santé économique de maintes régions de France, la grandeur perdue de la Wallonie, l'internationalité de Bruxelles ou du Luxembourg, les espoirs des Marocains, la fidélité des Acaïdiens...

Une langue pour le citoyen

Pour qu'une langue s'étende – ou se contente de survivre –, il faut un acte collectif, qui puisse l'investir symboliquement de certains projets, en faire une promesse d'avenir.

Or cet investissement est indissociable des représentations que l'on se fait des langues et des cultures qu'elles manifestent, représentations qui s'exacerbent à la faveur du choc entre langues.

De ce point de vue, les Francophones sont-ils sûrs de pouvoir tabler sur leur langue pour envisager l'avenir ? Tous les sondages auprès d'eux montrent en effet qu'ils sont unanimes à voir dans le français une langue harmonieuse et raffinée, mais résistante à l'évolution et à l'adaptation – une langue difficile à apprendre de surcroît. On entend aussi rabâcher l'idée – fautive – selon laquelle il y a une dégradation vertigineuse de la qualité de la langue. De telles représentations constituent des hypothèses plus que des atouts. Elles sont renforcées par des actions de « promotion de la langue » qui ont parfois un effet pervers. L'organisation de championnats d'orthographe, par exemple, entretient l'idée que la pratique de la langue

s'apparente à une discipline de haut niveau, comme le 110 mètres haies ou le rugby, et que seuls des sportifs bien entraînés peuvent triompher des difficultés qui font son prix. De telles compétitions combattent donc implicitement l'idée que l'orthographe est tout simplement le nom que l'on donne à l'écriture du français : une simple technique dont chaque utilisateur, qui n'a pas nécessairement la vocation de l'athlétisme, devrait être dépositaire aux moindres coûts. Le grand linguiste André Martinet l'avait parfaitement vu en intitulant un de ses articles « Les grammairiens tuent la langue » et en le rebaptisant « Les puristes contre la langue » (1969) : le discours essentialiste contribue bien à précipiter la crise externe de la langue, car il détruit toute assurance chez les usagers.

De ces représentations à l'idée que le français ne peut correctement remplir certaines fonctions, par exemple dans le monde des sciences et des techniques, il n'y a qu'un pas. Or, c'est précisément chez les décideurs que cette conception prévaut : plus l'on s'élève dans la hiérarchie des diplômes, et plus l'on voit la méfiance s'installer quant à l'adéquation du français aux techniques modernes.

Il incombe donc à la francophonie de révolutionner l'image qu'on se fait de sa langue. L'expérience québécoise – qui visait, pour le français de la « belle province », à lui donner le statut social qui lui était refusé – a bien montré l'importance de cet aspect des choses : le double travail qu'elle a effectué sur les structures de la langue et sur ses conditions d'emploi s'est accompagné d'un troisième travail concernant l'image de cette langue. Ce travail de promotion positive s'est révélé bénéfique : il a renforcé la conscience de soi et donc la bonne santé linguistique. Le Français pointu peut bien se moquer de son cousin des bords du Saint-Laurent – fort accent et susceptibilités féministes – : le Québécois vit en français parce qu'il l'a puissamment voulu.

Mais il a surtout voulu que sa langue soit une culture, c'est-à-dire un outil qui l'aide à se situer dans le monde

d'aujourd'hui, à le comprendre et à le gérer. Car c'est à travers la langue que se nouent les relations de pouvoir. Dans un monde où communiquer est capital, régner sur la langue représente un enjeu de taille : qui maîtrise la parole a la maîtrise du monde. Et si la langue assure le pouvoir, c'est aussi à travers elle que s'opèrent les exclusions sociales. Cela va de l'intimidation langagière du client, piégé dans la vente par correspondance, aux administrations dont la langue fait parfois des monstres contre lesquels il est impossible de se défendre.

Donner au citoyen la maîtrise active d'une langue qui soit faite pour lui, tel devrait être un des objectifs de la francophonie à venir. Pourtant, c'est exactement l'inverse qui se produit généralement : les principaux propos que l'on tient sur la langue consistent trop souvent à culpabiliser l'usager.

Une langue moderne

On l'a dit : des langues sont mortes jadis de ne pas s'être donné une écriture ou de n'avoir pas été imprimées... Or, nous sommes arrivés à un tournant capital pour l'humanité, peut-être plus important que celui qu'ont constitué l'écriture et l'imprimerie : d'autres langues mourront demain parce qu'elles n'auront pas été informatisées et parce qu'elles n'auront pas su s'insérer dans le circuit de l'information.

Un objectif capital de la francophonie sera dès lors de faire entrer la langue qui la fonde dans cette modernité technique et culturelle et, ainsi, de permettre aux populations qui parlent cette langue de vivre le siècle qui vient.

Pour cela, l'action devra résolument investir trois terrains. Il faut en premier lieu opérer un travail sur la langue elle-même, dont les ressources doivent être adaptées aux nouvelles données : il sera essentiellement question de mener une activité de normalisation et de production ter-

minologique. Il s'agit ensuite de mettre au point de nouvelles formations, afin de gérer les relations inédites qui se nouent entre le citoyen et l'information : cette fois, l'objectif principal sera une formation à l'écrit technique. L'action doit enfin porter sur les technologies de l'information elles-mêmes. Ces outils sont, de manière générale, toutes les techniques de traitement automatique du verbe. Non seulement celles qui sont directement liées à l'écriture – comme la reconnaissance optique de cette écriture, la correction orthographique, syntaxique ou stylistique, l'aide à la rédaction de textes commerciaux, publicitaires, techniques ou administratifs, l'extraction de données thématiques, la gestion en ligne de l'information, la transmission du courrier électronique, la gestion d'idées, la traduction assistée par ordinateur – mais aussi la reconnaissance de la parole, l'interrogation orale de bases de données, la visioconférence, la messagerie vocale, le télépaiement, l'aide au diagnostic et à la décision, la transcription de la voix, etc.

La question n'est pas seulement de tenir compte du fait que la productivité du travailleur informatique est plus grande quand il manipule des programmes présentés dans sa langue. Elle n'est pas non plus seulement de savoir quelle sera, à l'avenir, la part des produits et des services en français dans le créneau des industries de la langue – créneau déjà bien occupé (plus de la moitié des produits du génie linguistique consommés en Europe proviennent des États-Unis). Elle consiste également à voir que toute utilisation des nouveaux médias – et cela commence avec le simple branchement de l'ordinateur – multiplie les manifestations publiques de la langue qui en est le support, renforçant ainsi la position de l'anglais au détriment de toutes les autres langues. Finalement, la question est donc de savoir si les collectivités qui pratiquent le français (et le problème se pose évidemment pour les autres groupes linguistiques) seront ou non exclues des sphères de décision qui se constituent au niveau mondial ; de savoir si elles

pourront encore faire entendre leur voix dans cet univers qui a l'information pour matière première ou si elles seront privées de tout pouvoir d'initiative et réduites au rang de simples consommatrices, tout juste bonnes à jouer le rôle du demeuré du village global. Il s'agit donc d'une question à la fois d'autonomie, de souveraineté et de dignité.

En définitive, l'enjeu consiste à susciter la confiance en une langue qui doit encore nous servir, et nous servir à tout. Pas seulement à dire la recette de la sauce béarnaise et à chanter la haute couture, pas seulement à faire des chansons ou des calembours, pas seulement à décrire les sentiments intimes ou les paysages familiers : nous voulons que le français puisse aussi exprimer et rendre possible l'innovation, et qu'il permette à chaque francophone de conquérir ou de garantir sa dignité, économique et sociale autant que culturelle.